



## COMMUNIQUÉ DE PRESSE

### **Ouverture de la Conférence historique des Nations Unies sur les changements climatiques à Copenhague : Ferme résolution de signer un accord ambitieux et sentiment aigu de l'urgence d'agir**

(Copenhague, 7 décembre 2009) – Les participants à la Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques qui s'est ouverte aujourd'hui à Copenhague se sont montrés très confiants quant à la signature d'un accord international global, ambitieux et efficace au Danemark et ont témoigné d'une conscience sans précédent de l'urgence d'agir.

Cette rencontre tant attendue est un tournant historique dans la manière de s'attaquer aux changements climatiques, question aux vastes incidences sur la santé et la prospérité de tous.

Le Premier Ministre danois, M. Lars Løkke Rasmussen, a annoncé que 110 chefs d'État et de gouvernement seraient présents à la conclusion de la Conférence. Il a souligné que les changements climatiques ne connaissent pas de frontières. « Tout le monde est touché, sans distinction », a-t-il déclaré. « Et nous sommes réunis ici aujourd'hui parce que nous sommes déterminés à agir. C'est notre point de départ commun – la difficile tâche qui est la nôtre est de traduire cette volonté en une véritable démarche politique », a-t-il ajouté.

La réunion de deux semaines, formée de la quinzième session de la Conférence des 193 Parties à la Convention et de la cinquième réunion des 189 Parties au Protocole de Kyoto, est le point culminant d'un processus lancé à Bali, lorsque les Parties à la CCNUCC ont décidé que les négociations d'un nouvel accord mondial s'achèveraient au Danemark en 2009.

L'urgence d'agir a été soulignée par M. Rajendra Pachauri, Président du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat de l'ONU. Il a expliqué que les émissions mondiales ne devaient pas progresser après 2015 pour que l'élévation de la température reste inférieure à deux degrés Celsius à l'échelle du globe. « Le coût des mesures augmentera au fil du temps, raison pour laquelle nous devons passer à l'action aujourd'hui même », a-t-il précisé.

« Nous avons atteint un point de non-retour », a déclaré Mme Connie Hedegaard, Présidente récemment élue de la Conférence des Parties et Ministre danoise de la quinzième session de la Conférence des Parties. « Copenhague sera la ville de la coopération, de l'engagement et de l'unanimité. C'est maintenant qu'il faut conclure un accord mondial vraiment ambitieux. Nous devons saisir cette chance. Si nous la laissons échapper, nous n'en aurons pas de meilleure. »



Selon le Secrétaire exécutif de la Convention, M. Yvon de Boer, le contexte politique n'a jamais été aussi favorable à une entente.

« Les dirigeants du monde entier appellent à établir un accord qui comporte des objectifs sérieux de limitation des émissions et qui prévoit une assistance financière et technique importante pour les pays en développement », a-t-il indiqué. « Mais Copenhague ne sera un succès que si des mesures substantielles sont prises sur-le-champ, le jour même de la clôture de la Conférence. »

Selon le plus haut responsable des questions climatiques au sein de l'ONU, les négociateurs doivent faire des propositions solides et concrètes qui permettront d'agir sans tarder dans plusieurs domaines : atténuation, adaptation, financement, technologie, renforcement des capacités et réduction des rejets dus au déboisement dans les pays en développement.

M. de Boer a estimé que les gouvernements devaient s'entendre sur trois volets d'ici à la fin de la Conférence : mise en œuvre rapide et efficace de mesures visant les changements climatiques, engagement ambitieux d'abaisser et de limiter les émissions, incluant un financement de départ et un engagement financier à longue échéance, et enfin, énoncé de la vision commune d'un avenir comportant moins d'émissions pour tous.

Selon le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat, les pays industrialisés devraient réduire globalement leurs émissions de 25 à 40 % par rapport aux niveaux de 1990 d'ici à 2020 si l'on veut éviter les pires effets des changements climatiques, et les émissions mondiales devraient reculer d'au moins 50 % d'ici à 2050. Même selon un tel scénario, on n'aurait qu'une chance sur deux d'éviter les répercussions les plus catastrophiques.

« Les pays industrialisés qui ont signé le Protocole de Kyoto doivent inciter les nations développées à faire preuve de plus d'ambition dans l'établissement de leurs cibles de réduction et la mise au point rapide d'outils et de règles par lesquels ils pourront atteindre leurs objectifs, tels les marchés du carbone, l'utilisation des terres, le changement d'affectation des terres et les nouveaux gaz à effet de serre », a poursuivi M. de Boer.

Les groupes de travail de la CCNUCC qui amorceront leurs travaux lundi auront six jours pour mener les négociations à terme avant que ne débute la réunion de haut niveau, le 16 décembre. Les ministres auront ensuite deux jours pour résoudre les questions en suspens avant l'arrivée des dirigeants mondiaux, dans la soirée du 17 décembre. Autrement dit, huit jours de négociations devront suffire pour préparer une panoplie de dispositions concrètes à court et à long terme qu'une centaine de dirigeants pourront approuver le 18 décembre.

Plus de 15 000 personnes assistent à cette réunion de deux semaines, dont les délégués des 193 Parties à la Convention et les représentants du monde des affaires, de l'industrie, des organisations de protection de l'environnement et des établissements de recherche.

Bureau de la presse de la CCNUCC

[http://unfccc.int/meetings/cop\\_15/media/items/5070.php](http://unfccc.int/meetings/cop_15/media/items/5070.php)

## La CCNUCC

Avec 193 Parties, la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques regroupe pratiquement tous les pays de la planète. Le Protocole de Kyoto, qui en est issu en 1997, compte aujourd'hui 190 Etats membres. En vertu de ce dernier instrument, 37 Etats formés de pays hautement industrialisés et de pays en transition vers une économie de marché sont légalement tenus de limiter et de réduire leurs émissions de gaz à effet de serre. Le but ultime des deux traités est de stabiliser les concentrations atmosphériques de gaz à effet de serre à un niveau qui n'interfère pas de manière dangereuse avec le système climatique.